

Communiqué du Bureau national

(14 mars 2020)

Le président a parlé...

Face à l'inquiétude et la crise sanitaire, examinons ce qu'a dit le président le 12 mars.

1. Les élections municipales sont maintenues, après discussion avec les médecins.

Une décision guidée par des considérations scientifiques ? Faux : ce fut une décision hautement politique, puisque, comme le raconte de façon incontestable le journal patronal *Les Échos*, le président avait envisagé, avant d'y renoncer *in extremis*, de se donner les pleins pouvoirs dans une sorte de coup d'Etat « légal », comme l'y autorise la Constitution de la V^e République.

Bref, un premier rideau de fumée pour utiliser à sa guise le corps médical et qui augure mal de la suite de l'allocution présidentielle...

2. Fermeture des écoles à partir du 16 mars.

Au fil des heures, les témoignages affluent sur l'impréparation, la pagaille (les consignes diffèrent d'une académie à l'autre), le flou, la mise en demeure des parents et des enseignants dont on n'a même pas pris la peine de solliciter l'avis. Hormis un effet choc, qui peut dire l'effet exact de cette mesure ? Au même moment, les mères de famille sont incitées à faire du télétravail : avec les enfants à la maison ? Faire garder les enfants par les grands-parents, alors que les personnes âgées doivent restreindre tout contact humain ?

3. Les aides aux entreprises.

A la suite de l'allocution présidentielle, le ministre Le Maire annonce le lendemain « *des dizaines de milliards d'euros pour soutenir les entreprises* ». Ce n'est pas à la population de payer ! Déjà, avec le CICE, on sait ce qu'il en est des aides aux entreprises.... Ce sera guichet ouvert pour les reports et exonérations fiscales et sociales en tout genre au bénéfice des patrons, les licenciements, la remise en cause des droits des salariés. Madame Pénicaud ne s'en cache pas. Sa réforme de l'assurance chômage va diminuer brutalement les allocations de centaines de milliers de chômeurs à partir du 1^{er} avril. Ce 13 mars, elle explique que sa réforme est « *bonne, vraiment très bonne* »... Les patrons se ruent déjà sur le chômage technique (payé par le budget de l'Etat quel que soit le salaire) : pour les salariés concernés, c'est 16 % de salaire en moins.

4. De sournoises envolées lyriques sur le secteur public.

« *Il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché* », s'est permis de dire le président. Mais lui et son gouvernement ont-ils décidé de stopper la privatisation de la SNCF (devenue, depuis ce 1^{er} janvier, une société anonyme) ? Ont-ils décidé d'annuler la privatisation d'Aéroports de Paris, simplement différée, de l'aveu même du gouvernement, par l'effondrement de la Bourse ? Reviendront-ils sur celles de la Française des jeux, ou encore celle des autoroutes, d'Orange (ex-France Télécom), de l'électricité et du gaz ? Non.

Sur toutes ces questions, belle duplicité et perversion des annonces... Mais il y a pire.

5. Tout le monde se demande avec angoisse si le système de soins pourra faire face.

Chacun sait, en particulier le corps médical qui n'a cessé de le dire, que la question cruciale n'est pas tant le virus : c'est d'abord et avant tout la capacité du système de santé à faire face. De jour en jour, d'heure en heure, cette question se pose avec une angoisse croissante.

« Si ce pic dépasse notre capacité d'accueil, ça va être une catastrophe », lance un médecin réanimateur de l'hôpital de Metz. « Notre structure est conçue pour accueillir 160 patients par jour, nous en recevons déjà entre 260 et 300. Il nous manque huit médecins, nous sommes en saturation permanente », s'alarme un urgentiste à l'hôpital Lariboisière de Paris. Les médecins de ville dénoncent une totale impréparation.

Et lorsque les syndicats, dans les hôpitaux, demandent l'arrêt des fermetures de lits, des suppressions de postes, la réponse est invariablement : non. Près de 200 000 lits ont été supprimés depuis 1981, tous les gouvernements y ont pris leur part, et cela continue aujourd'hui en pleine épidémie ! Le Président et le gouvernement ont-ils décidé de faire machine arrière, de prendre des mesures urgentes minimum ? Non.

Rien, pas un mot, hormis les larmes de crocodile, les hommages déversés depuis des mois sur le dévouement des médecins, des infirmières et des aides-soignantes, ces « héros en blouse blanche », a encore dit le président. Pas une augmentation de salaire, pas une seule embauche pour soulager leurs conditions de travail !

Des dizaines de milliards pour les entreprises ou pour la bourse ou même pour les aventures guerrières... Et pour l'hôpital, les médecins, les personnels qui n'en peuvent plus : rien !

Et nous sommes pourtant dans une crise sanitaire où l'urgence est à soigner, à sauver la vie de milliers d'hommes et de femmes !

On s'affranchit des déficits pour donner des milliards aux patrons, mais pas pour la santé et la vie de la population.

La président a parlé de « solidarité », d'« unité », d'« union sacrée ». Pour quoi et avec qui ? Est-ce avec les pyromanes qu'on éteint les incendies ?

La « solidarité » ? Eux qui veulent détruire les retraites ? La « solidarité » pour quoi ? Pour accompagner leurs mesures ?

A entendre le président, le Premier ministre, à les entendre tous, derrière les discours mielleux et les rideaux de fumée, un sentiment ne manquera pas de s'imposer, chaque jour amplifié par cette crise terrible : quelle confiance peut-on leur accorder ?

JE M'ABONNE À

INFORMATIONS
OUVRIÈRES

- 5 numéros "découverte" : 7 euros 12 numéros : 17 euros 4 mois (17 numéros) : 24 euros
 6 mois (25 numéros) : 33 euros 1 an (51 numéros) : 65 euros 1 an, pli clos : 110 euros
 12 numéros : 10 euros pour tout premier abonnement

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'Informations ouvrières.